

La Fabrique de l'émancipation

Bruno Frère, Jean-Louis Laville

Seuil, septembre 2022

448 pages, 25 €

Comment repenser l'émancipation avec la théorie critique tout en ouvrant de nouvelles perspectives dans des sociétés marquées par le désenchantement ? C'est le pari de cet ouvrage retraçant l'histoire de la théorie critique en tentant de réconcilier la radicalité critique – parfois synonyme de découragement et d'impuissance – avec une multiplicité d'initiatives politiques dans la société civile qui s'empare, malgré tout, des grandes questions du siècle.

L'émancipation ne se décrète pas : elle est agie, fabriquée par des personnes et des collectifs plus ou moins institués, en capacité d'agir sur les institutions et les lois, de devenir « instituants » eux-mêmes. C'est à l'épreuve de ces surgissements de mouvements, de révoltes, locaux et/ou transnationaux que les deux auteurs soumettent la théorie critique.

Les sciences sociales ont posé l'aliénation – et ses mécanismes – comme un mode d'exercice de pouvoir auquel nul ne peut échapper collectivement. Ni les révolutions, ni les mouvements sociaux n'ont aboli cette mécanique de la domination au profit de groupes qui peuvent se diversifier mais dont les pratiques restent identiques, qu'il s'agisse de la surveillance, de l'exercice d'une violence dite légitime – concept volontairement mal compris et instrumentalisé –, de l'exploitation, de la main mise sur la culture. Certes. Mais la théorie critique ne reste-t-elle pas parfois trop centrée sur la culture européenne ? Ne manque-t-elle pas les effets de la globalisation et, surtout, les apports de sociétés non occidentales dans lesquelles l'émancipation peut prendre d'autres formes, emprunter un autre langage, mobiliser d'autres concepts ? Et, ce faisant, ne



risque-t-elle pas non seulement de désenchanter l'Occident, mais de désenchanter le monde ? Enfin, en ne concevant l'émancipation que comme résultant d'une pratique artistique ou de savoirs éclairés, ne promeut-elle pas une vision individuelle et élitaire ? Non, si l'on en retient la critique des fétichismes, dont celui de la raison ou de la science, mais sans renoncer ni à l'idée même ni à la pluralité des émancipations, y compris par les droits de l'Homme qui, avec l'émergence de nouveaux droits et à l'intersection de l'universel et du multiple, continuent d'inspirer ces mouvements et de s'en inspirer.

Fabienne Messica,
membre du Comité
national de la LDH



L'Indigène et le Citoyen

La Ligue des droits de l'Homme dans les colonies, 1898-1940

Patrice Morlat

Les Indes savantes, janvier 2023

426 pages, 35 €

L'historiographie de la LDH d'avant 1940 est très riche, avec des travaux universitaires labourant des champs variés (les « fusillés pour l'exemple » et la justice militaire, les réfugiés antifascistes, les femmes), ou dessinant des portraits (Ludovic Trarieux, Francis de Pressensé, Henri Guernut, Ferdinand Buisson, Victor Basch, Paul Langevin). Dès lors, il est légitime de se demander ce qu'apporte de nouveau l'ouvrage de Patrice Morlat, qui fait suite à d'autres de ses contributions sur la « question coloniale »⁽¹⁾, mais ici au prisme du combat en faveur des droits humains.

Incontestablement, l'historien maîtrise son dossier grâce à un dépouillement large tant de la presse, dont celle de l'organisation, que des fonds de La contemporaine ou des Archives nationales d'Outre-Mer. Son livre fourmille ainsi de détails, singu-

lièrement sur les rapports ambivalents voire ambigus entre les pouvoirs à différentes échelles. Cette perception par le bas de l'association, trop souvent délaissée, est clairement le plus riche des apports de la vision proposée par Patrice Morlat. Mais l'ouvrage va au-delà, car il montre à voir, via la problématique des droits et libertés, cette « République impériale » qu'est alors la France.

Cependant, le choix de ne pas suivre une trame chronologique comporte le risque de laisser le lecteur en route, car les contextes susceptibles de mieux comprendre les vies et morts des sections et fédérations ne sont pas toujours repérables. En revanche, l'approche thématique offre des éclairages bienvenus tant sur la laïcité, l'armée, la justice, l'école, le vote. De même, il est loisible de suivre telle ou telle figure – ne serait-ce que par l'utile index des noms cités –, mais pas celles des origines de la LDH, quand les Paul Viollet et Alexandre Isaac plaident pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce que l'association ne fera que soixante ans plus tard, au temps de la guerre d'Algérie. En effet, jusqu'au second conflit mondial, à l'exception de quelques anticolonialistes tel Félicien Challaye, les dirigeants de la LDH comme Marius Moutet ou Albert Bayet portent la culture politique du premier XX^e siècle, à l'image de la gauche non communiste promouvant une « mission civilisatrice ». Il faut, par conséquent, attendre la « génération algérienne » des ligueurs pour revendiquer l'indépendance des mondes coloniaux et dépasser une simple défense des individus.

(1) Citons la dernière : « *Orients* » extrêmes. Les loges coloniales du Grand Orient de France (1870-1940), Les Indes savantes, 2021, 436 p.

Emmanuel Naquet,
coresponsable du groupe
de travail LDH « Mémoires,
histoire, archives »